

# Plans sociaux : les visages de la crise

Les faillites se multiplient et 160 000 postes sont aujourd'hui menacés. Entre colère et inquiétudes, les employés au bord du licenciement racontent la crise économique dans laquelle s'enfonce la France

## TÉMOIGNAGES

Deux mille trois cent quatre-vingt-neuf postes supprimés chez Auchan, 1250 chez Michelin, 868 chez Valeo, 135 chez Arcelor... Depuis plusieurs semaines, les plans sociaux se multiplient en raison de la conjoncture médiocre et de la crise industrielle majeure que traverse l'Europe – avec en première ligne le secteur automobile, en pleine mutation vers l'électrique. Mais ces annonces faites par de grands groupes ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Sur tout le territoire, les

licenciements augmentent à bas bruit dans les petites et moyennes entreprises : le nombre de procédures collectives est au plus haut depuis quinze ans (65 000 attendues fin 2024) et celui des faillites a bondi de 20 % en un an depuis janvier, à 52 214. Parmi ces dernières, aucun secteur n'est épargné : entreprises de la construction, du commerce, du secteur de l'hébergement et de la restauration...

Plus de 160 000 emplois sont aujourd'hui menacés, estime le Conseil national des administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires. En incluant les emplois directs, indirects et induits, ce chiffre pourrait dépasser les 200 000, selon les calculs de la

CGT. Soit autant d'hommes, de femmes, de familles qui doivent encaisser le choc de l'annonce, confrontés à la question vertigineuse de l'après. Et avant cela, à celle, pressante, des factures à acquitter et du réfrigérateur à remplir.

« J'ai failli péter les plombs en apprenant la nouvelle » ; « J'ai l'impression qu'on m'arrache une partie de moi-même », racontent ces salariés sur le carreau. Certains confient aussi éprouver de la colère, parfois « même de la haine », contre leur employeur ou ex-employeur. Leurs témoignages racontent mieux que les chiffres la crise économique dans laquelle s'enfonce la France. ■

## « Trente-deux ans à Auchan et je fais mes courses chez Aldi »

MIREILLE, 57 ans, est caissière dans le Nord. Le distributeur a présenté un projet de plan social menaçant 2 389 emplois

LILLE - correspondant

Si ce n'est pas cette fois, ça sera la prochaine. » Mireille (le prénom a été changé) confie n'avoir « plus aucune illusion » sur la suite de sa carrière chez Auchan. Dans un hypermarché du Valenciennois, dans le Nord, où elle travaille, la surface va être amputée d'un tiers, soit 3 000 mètres carrés. « Quand ça commence comme ça, c'est sûr, ça va continuer », estime Mireille. Cette hôtesse de caisse a « vu le montant des chariots diminuer » : « Les clients ne se font plus plaisir. » Avec 1600 euros net « les mois où je ne fais que mon contrat de trente heures », elle aussi se restreint. « Trente-deux années de service en caisse chez Auchan, et je fais mes courses chez Aldi », ironise cette mère de famille, qui élève seule ses deux adolescents.

Depuis l'annonce du plan social et ses 2 389 suppressions de postes, Mireille vit en apnée. Les négociations entre direction et syndicats ont débuté le 28 novembre. « On n'est pas près de savoir qui sera viré, regrette-t-elle. Tout le monde ici craint pour sa place. On évite d'en parler trop entre nous. On est éccœurés. »

Inquiète, Mireille regarde ce qu'elle peut économiser. Le carburant ? « Impossible, on a déjà réduit les visites à la famille quand c'est trop loin. » Trop loin, c'est-à-dire à plus de 30 kilomètres. Cette presque sexagénaire, qui cuisinait beaucoup, est passée aux plats préparés premiers prix « au moins

trois fois par semaine ». « Ça revient moins cher. Cinq fruits et légumes par jour ? C'est bien gentil ça, mais on ne peut pas et depuis longtemps déjà. » Pour habiller ses ados, « c'est Vinted » ; pour elle, « c'est "on verra plus tard" ». Ou pas ». Cet été, son vieux chat est mort, mais elle ne pourra pas en reprendre un de sitôt : « Entre la litière et les croquettes, ça fait dans les 30 euros par mois. Je ne peux plus. »

Forcément le sommeil en est affecté. « Je compte et je recompte, et ça me donne de l'angoisse. On est déjà tellement juste, je ne vois pas où rogner encore », décrit-elle. Son médecin lui a prescrit somnifères et anxiolytiques : « Je n'avais jamais pris des cachets pour les nerfs. »

Longtemps, elle s'est sentie à l'abri dans un groupe réputé pour ses meilleures conditions sociales que chez d'autres grands distributeurs. « Les belles années, on pouvait avoir jusqu'à dix-sept mois de salaire. Grâce à ça, j'avais pu changer de voiture. C'est fini depuis un moment tout ça », regrette-t-elle. La dernière fois qu'elle a voté, c'était pour la présidentielle de 2022 : « Communiste au premier tour, dans ma famille on a toujours voté comme ça. » Au deuxième, elle ne s'est pas déplacée : « Je n'allais quand même pas voter [Emmanuel] Macron ou Marine [Le Pen]. » Les prochaines élections ? « Sans moi. De toute façon, les gens comme nous comptent pour rien. » ■

FLORENCE TRAUILLÉ

## « Ce qui me fait peur, c'est l'après, le silence »

MORGANE ROYER, 31 ans, travaille chez Michelin à Cholet (Maine-et-Loire). Le géant du pneu français a annoncé, le 5 novembre, la fermeture de deux sites au début de 2026

ANGERS - correspondant

On nous appelle "les mineurs", s'amuse Morgane Royer en sortant son téléphone portable de sa poche. Apprêtée pour le rendez-vous, elle montre une photo d'elle tout sourire, mais le visage recouvert de noir de carbone, un ingrédient essentiel pour l'élaboration de la gomme des pneumatiques. Les particules fines s'infiltrent partout, tatouant la peau de ceux qui le manipulent. Et les voies respiratoires ne sont pas épargnées. L'atelier Z, où elle travaille, c'est la zone la plus sale de l'usine, un milieu d'hommes où elle a débarqué à tout juste 20 ans « avec les cheveux jusqu'aux fesses et du vernis sur les ongles ».

Morgane Royer descendait de sa montagne auvergnate, pressée de travailler pour la multinationale de Clermont-Ferrand, une fierté régionale. Elle a grandi à Vichy, dans l'Allier, entre une mère femme de ménage et un père employé d'abattoir, et a choisi la maintenance, comme un de ses oncles. A la fin de sa formation en alternance chez L'Oréal, elle hésite entre le géant des cosmétiques et celui du pneu. Le manufacturier a été le plus prompt à lui proposer un poste. « Je ne savais même pas où était Cholet. Michelin m'a vendu du rêve, c'était le plus beau site, une usine d'avenir où on devait produire six millions d'enveloppes par an », se remémore-t-elle avec un sourire amer.

Elle en convient, elle adore son poste de « fiabiliste », qui consiste à assurer le bon fonctionnement des machines : un métier « très sale et très physique », où elle a réussi à s'imposer grâce à un caractère bien trempé. « Cet atelier, c'est ma famille ; les collègues



Morgane Royer, à l'atelier Z chez Michelin, à Cholet (Maine-et-Loire), le 23 novembre.

THOMAS LOUAPRE/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

ce sont mes copains, leurs enfants m'appellent tata. J'ai l'impression qu'on m'arrache une grosse partie de moi-même », dit-elle en évoquant la fermeture de l'usine. L'annonce a été faite le 5 novembre aux 955 salariés de Cholet et aux 299 employés de l'usine de Vannes, dans le Morbihan. Les deux sites fermeront au plus tard début 2026.

### « Racolage médiatique »

Avec Antoine, son compagnon qui travaille également au Z, ils ont l'impression de tout perdre. « Qu'est-ce qu'on fait ? Où on va ? Au moins, on n'a pas d'enfant, c'est une chance », lâche-t-elle. Même si elle dit avoir ressenti de la colère, « et même de la haine », contre son employeur, le couple ne refuserait pas une proposition de reclassement sur un autre site Michelin. « Les négociations n'ont pas commencé, mais il n'y aura pas 1254 postes à pourvoir [en comptant les 299 salariés de l'usine de Vannes. On se demande aussi si on ne va pas revivre ça plus tard], se questionne Morgane Royer. A Cholet, certains ont déjà connu la ferme-

ture de l'usine Kléber de Toul (Meurthe-et-Moselle) en 2008 ou celle de La Roche-sur-Yon, en Vendée, en 2020.

Sa mère, qu'elle a toutes les semaines au téléphone, ne la comprend pas. « Elle me demande comment on peut avoir encore envie de travailler pour Michelin ? Je pense que c'est la facilité et la peur de l'inconnu, de devoir tout recommencer ailleurs. » Morgane Royer gagne 2 100 euros net par mois, Antoine aussi. « On ne se plaint pas. Ça nous a permis d'être propriétaires tôt. Ma mère a 54 ans et, même en faisant des heures et des heures de ménage, elle ne toucherait pas ce que je gagne. »

Bien sûr l'inflation est passée par là, dégradant ses conditions de vie. « Quand je passe à la caisse, je vois bien qu'il n'y a rien dans mon chariot », déplore la trentenaire. Elle ne croit pas un instant que le salut viendra des politiques : « Ils sont venus faire du racolage médiatique chez nous. Même le ministre de l'industrie a osé venir faire le barbot. » Marc Ferracci, copieusement sifflé par les ouvriers devant un brasier de pneus, a dû précipitamment battre en retraite le 8 novembre. « Quel que soit le bord, ils ne savent pas où aller. » Elle se considère comme apolitique, mais se fait un devoir de voter : « En tant que femme, c'est un droit qu'on a peine à avoir. »

En revanche, Morgane Royer croit fermement à l'action syndicale. Depuis 2022, elle est déléguée SUD, syndicat majoritaire chez les ouvriers. « Au Z, on se considère un peu comme les oubliés. Il fallait que quelqu'un pas bouge, je me suis dit pourquoi pas moi ? » Son grand-père, ex-cheminot CGT, a applaudi. Depuis

le début du conflit, on la voit répondre aux chaînes télévisées, voix forte et singulière. « Je me découvre des qualités que je ne me connaissais pas. Un sens de l'écoute, l'envie d'aider tout le monde. Il faut qu'on cherche le positif dans ce qui nous arrive, pour ne pas se laisser sombrer trop vite », décrit-elle. Elle ressent « le syndrome du sauveur », conscience de « s'oublier un peu » pour ne pas avoir à penser à son sort personnel. « Ce qui me fait peur, c'est l'après, le silence. »

### « On se voilait la face »

Selon le plan présenté par la direction du groupe – en cas de mobilité interne, le groupe prévoit une indemnité de 33 000 euros, une aide au logement de 350 euros par mois pendant quatre ans et une aide pour le conjoint –, son atelier sera le dernier à fermer. « On va voir tous les autres partir », appréhende-t-elle. Elle se revoit signer les « accords de réactivité », qui permettaient, si l'activité le nécessitait, de déclencher un jour de travail le samedi. En échange de quoi les salariés récupéraient des heures sur leur compte épargne-temps et choisissaient de poser un jour de repos compensateur à leur convenance. « Je me disais que ça allait nous sauver. On avait envie d'y croire, on se voilait la face. »

Depuis plusieurs mois, l'usine tournait pourtant au ralenti. Pour les « Z », dont l'activité est essentielle pour la fabrication des pneumatiques, il y aura sans doute des propositions de reclassement à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), mais elle sait déjà que ce ne sera plus pareil. ■

YVES TRÉCA-DURAND

« MICHELIN M'A  
VENDU DU RÊVE,  
C'ÉTAIT LE PLUS  
BEAU SITE, UNE USINE  
D'AVENIR OÙ L'ON  
DEVAIT PRODUIRE  
SIX MILLIONS  
D'ENVELOPPES  
PAR AN »